Spedizione in abbonamento postale

Anno 101° — Numero 191

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Venerdì, 5 agosto 1960

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 659-841 652-361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO-LIBRERIA DELLO STATO-PIAZZA G. VERDI 10, ROMA - TEL. 841-089 848-184 841-737 866-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 10.020 - Semestrale L. 5520
Trimestrale L. 3010 - Un fascicolo L. 50
Fascicoli annate arretrate: il doppio
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 10.020 - Semestrale L. 5520
Trimestrale L. 3010 - Un fascicolo L. 50
Fascicoli annate arretrate: il doppio
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Tritone n. 61/A-61/B; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46/r e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Napoli e Firenze, possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 11 giugno 1960, n. 767.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione di commercio e di navigazione fra la Repubblica Italiana e la Repubblica Popolare Federale di Jugoslavia, con annessi scambi di Note, conclusa a Roma il 31 marzo 1955.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione di commercio e di navigazione fra la Repubblica Italiana e la Repubblica Popolare Federale di Jugoslavia, con annessi scambi di Note, conclusa a Roma il 31 marzo 1955.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità dell'art. 26.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 11 giugno 1960

GRONCHI

TAMBRONI — SEGNI — GONELLA — TRABUCCHI — FERRARI AGGRADI — COLOMBO — MARTINELLI — ZACCAGNINI — JERVOLINO

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

Convention de commerce et de navigation entre la République Italienne et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie.

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, animés d'un égal désir de développer les relations économiques, commerciales et maritimes entre leurs deux Pays, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er

Les Parties contractantes s'accorderont réciproquement un traitement bienveillant pour tout ce qui concerne le commerce entre les deux Pays. Elles prendront, dans le cadre de leur législation en la matière, toutes mesures appropriées pour faciliter et intensifier les échanges mutuels de marchandises et de services et les mouvements des ressortissants respectifs pour raison de leur commerce.

Art. 2

Les personnes morales et notamment les sociétés commerciales constituées conformément aux lois de l'une des Parties contractantes et ayant leur siège sur son territoire, seront également reconnues comme telles sur le territoire de l'autre Partie, pour ce qui concerne l'exercice de leur activité de caractère exclusivement commercial.

Art. 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre du même traitement que les nationaux en ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leurs personnes et de leurs biens.

Les ressortissants, personnes morales et sociétés commerciales de l'une des Parties contractantes, auront libre et facile accès aux tribunaux de l'autre Partie tant en qualité de démandeurs que de défendeurs. Ils jouiront à cet égard des mêmes droits et avantages que les nationaux.

Art. 4

Les sentences arbitrales relatives aux contestations qui pourraient surgir de l'exécution de contrats commerciaux conclus par les personnes physiques ou morales et par les sociétés commerciales domiciliées sur le territoire des Parties contractantes, seront rendues exécutoires, si le règlement arbitral du différend a été prévu dans le contrat ou dans une convention spéciale, faite dans la forme exigible pour le contrat lui-même.

L'exécution d'une sentence arbitrale ne pourra être refusée que dans les cas suivants:

a) si la sentence arbitrale n'a pas acquis la force d'un jugement définitif conformément aux lois du pays où elle a été rendue;

b) si la sentence arbitrale oblige une partie au procès à un acte contraire aux lois en vigueur dans le pays où l'exécution de la sentence est requise;

c) si la sentence arbitrale est contraire à l'ordre public du pays où son exécution est requise.

Les sentences arbitrales seront exécutées conformément aux lois du pays où leur exécution est requise.

Les accords transactionnels faits devant le tribunal arbitral compétent et approuvés par celui-ci auront les mêmes effets que les sentences arbitrales mentionnées dans le présent article.

Art. 5.

Les ressortissants, les personnes morales et les sociétés commerciales de chacune des Parties contractantes ne seront pas assujettis, sur le territoire de l'autre, à des droits, taxes, impôts ou contributions, sous quelque dénomination que ce soit, et sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les ressortissants, personnes morales et sociétés commerciales de la nation la plus favorisée.

La disposition ci-dessus ne s'applique pas aux avantages speciaux que les deux Parties contractantes ont accordés ou accorderont à l'avenir à d'autres pays par des accords visant à éviter la double imposition.

Art. 6

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire d'une des Parties contractantes ne seront soumis, à l'importation dans le territoire de l'autre Partie, à des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujettis les produits similaires de la nation la plus favorisée.

De meme à l'exportation vers l'Italie, il ne sera perçu en Yougoslavie, et à l'exportation vers la Yougoslavie, il ne sera perçu en Italie, des droits de sortie ou taxes autres ou plus élevés que ceux perçus à l'exportation vers le pays le plus favorisé.

Les Parties contractantes conviennent en outre que, réserve faite des cas où le présent Accord en dispose autrement, pour tout se qui concerne la garantie et la perception des droits, les formalités douanières et celles requises pour l'importation et l'exportation des marchandises, le transit, la réexportation, l'entreposage, la navigation et les transports, tout privilège, faveur ou immunité quelconque, que l'une d'Elles a déjà accordé ou accorderait à l'avenir à tout autre Etat, seront étendus immédiatement à l'autre Partie contractante.

Art. 7

Les dispositions de l'article 6 ne sont point applicables:

a) aux faveurs spéciales que chacune des Parties contractantes aurait accordées ou accorderait à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière;

b) aux obligations imposées à l'une ou à l'autre des Parties contractantes par les engagements assumés dans le cadre d'une union douanière, d'une zone de libre échange ou d'un régime similaire, y compris celles découlant des accords provisoires conclus dans ce but;

c) aux privilèges et avantages que l'une des Parties contractantes aurait accordés ou accorderait à l'avenir en conséquence de sa participation à une Communauté instituée entre plusieurs pays pour organiser en commun un ou plusieurs secteurs de la production, du commerce ou des services;

d) aux avantages spéciaux que la République Italienne aurait déjà accordés ou qu'Elle accorderait à l'avenir à la République de San Marino, à la Cité du Vatican ou à des territoires ayant un Statut juridique spécial internationalement reconnu;

e) aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés aux marchandises importées en Italie, sous régime spécial, d'origine et en provenance du Royaume Uni de Libye.

Art. 8

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver leur commerce réciproque par des prohibitions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou, sans discrimination, à tous les pays se trouvant en conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants:

a) pour des raisons de sûreté et d'ordre public;

b) afin d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui ont été ou qui pourraient être établies par la législation intérieure pour la production, la vente, le transport, ou la consommation, à l'intérieur, des marchandises indigènes similaires;

c) par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux et des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet;

d) pour la défense du patrimoine national artistique, historique ou archéologique;

d) par rapport au commerce de l'or et de l'argent.

Art. 9

Ne seront pas considérés comme portant atteinte aux dispositions de l'article 8:

a) les prohibitions ou restrictions quantitatives des importations et exportations de marchandises adoptées en voie temporaire par les Parties contractantes;

b) les restrictions quantitatives d'importation ou d'exportation établies par les Accords de Commerce qui sont ou seront en vigueur entre les Parties contractantes.

Les Parties contractantes appliqueront, toutefois, l'une vis-à-vis de l'autre, les prohibitions ou restrictions en vigueur de la façon la plus libérale.

En outre dans le cas où l'une des Parties contractantes établirait de nouvelles prohibitions ou restrictions soit à l'entrée, soit à la sortie, l'octroi de dérogations ou la fixation de contingents seront examinés, sur demande de l'autre Partie contractante, de façon à n'affecter que le moins possible les relations commerciales entre les deux Pays.

En tout cas, l'importation d'échantillons qui ne puissent servir qu'à la recherche de commandes concernant des marchandises de l'espèce représentée sera toujours consentie.

Les Parties contractantes s'engagent également à ne pas s'opposer à l'importation de petites quantités d'un produit nécessaires pour l'obtention ou la protection des brevets d'invention, marques de fabrique, droits d'auteur et autres droits similaires.

Art. 10.

L'importation et l'exportation temporaires seront accordées, en exemption des droits et taxes d'entrée et de sortie, et sous condition que les formalités relatives soient observées, quand il s'agit de:

a) échantillons de marchandises;

b) objets destinés aux essais et expérimentations, ainsi que outillage servant à des travaux de montage;

c) objets destinés aux expositions, foires et concours;

d) objets à réparer;

e) machines et outils servant à des travaux publics;

f) emballages marqués, internes ou externes, des marchandises importées, pourvu que, selon les usages commerciaux, ils soient habituellement renvoyés à l'expéditeur et à condition qu'ils ne soient pas facturés comme ayant été vendus définitivement.

Toutefois, pour ce qui concerne les échantillons, ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur, ne peuvent pas être considérés comme tels, ou qui, à cause de leur nature, ne sauraient être identifiés lors de leur réexportation.

Art. 11

Chacune des Parties contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des produits importés, la présentation de certificats constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale ou qu'il doit être considéré comme tel, étant donné la transformation qu'il a subie dans le pays d'où il provient.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les Chambres de commerce et d'industrie dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé, soit par le bureau de douane d'expédition à l'intérieur ou à la frontière.

Dans le cas où lesdits certificats ne seraient pas délivrés par une autorité gouvernementale dûment autorisée, le Gouvernement du pays importateur pourra exiger qu'ils soient visés par l'autorité diplomatique du pays ou par l'autorité consulaire compétente dans le lieu duquel proviennent les marchandises. Les deux Gouvernements sont d'accord pour fixer, sur la base de la réciprocité, les droits à percevoir dans le cas où le visa serait exigé.

Chaque certificat d'origine concernant du matériel cinématographique impressionné portera une déclaration testifiant la nationalité du film en tant qu'œuvre d'art selon les dispositions en vigueur dans le pays exportateur du matériel même.

Art. 12

Les Parties contractantes s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à admettre, pour les marchandises qui seront déterminées d'un commun accord, les certificats d'analyse délivrés par les laboratoires officiels de l'autre Pays, comme preuve que les produits naturels ou fabriqués d'origine du pays qui a délivré le certificat d'analyse, importés sur le territoire de l'autre, répondent aux prescriptions de la législation intérieure de ce dernier pays.

Chacune des Parties contractantes conserve le droit de faire procéder, le cas échéant, et notamment en cas de suspicion de fraude, à toute vérification utile nonobstant la production du certificat d'analyse.

La procédure établie par chaque Gouvernement pour assurer, dans les conditions ci-dessus énoncées, le prélèvement des échantillons ainsi que les modèles des certificats seront notifiés à l'autre pays et agréés par lui.

La liste des laboratoires officiels, chargés dans chaque pays de délivrer les certificats d'analyse, sera notifiée par chacun des deux Gouvernements à l'autre, dans le plus bref délai à dater de la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 13

Aucun droit intérieur, perçu pour le compte de l'Etat, des autorités locales ou des corporations, grevant, actuellement ou à l'avenir, la production, la fabrication ou la consommation d'un produit quelconque dans le territoire d'une des Parties contractantes, ne sera, pour un motif quelconque, plus élevé ou plus onéreux pour les produits originaires et en provenance du territoire de l'autre, que pour les produits similaires originaires et en provenance de la nation la plus favorisée.

Art. 14

Réserve faite pour les dispositions d'ordre publique et de sûreté nationale, les Parties contractantes se concèdent réciproquement la liberté de transit à travers leurs territoires par chemin de fer, aussi bien que par route, en conformité des lois et règlements respectifs, et ceci pour les personnes, les marchandises, les wagons de chemin de fer, les automobiles et pour le service postal.

En ce qui concerne la circulation des voitures et des wagons de chemin de fer les Parties contractantes reconnaissent applicables dans leurs territoires respectifs les dispositions du Règlement pour l'emploi réciproque des voitures et fourgons en trafic international (RIC) signé à Budapest et valable à partir du 1er janvier 1955 et du Règlement pour l'emploi réciproque des wagons en trafic international (RIV) signé à Amsterdam et valable à partir du 1er janvier 1953.

Sans préjudice des accords internationaux généraux et particuliers auxquels Elles adhèrent, les deux Parties procèderont à la conclusion des Accords relatifs aux transports automobiles et routiers, qui s'avéreraient nécessaires.

Les marchandises de toute nature, venant de l'une des Parties contractantes ou y allant, seront réciproquement affranchies, dans le territoire de l'autre, de tout droit douanier de transit, soit qu'elles transitent directement soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées, rechargées et réemballées, étant entendu que toutes ces opérations seront accomplies en observant les règlements en vigueur.

Il est entendu que les marchandises de provenance quelconque, qui transitent par le territoire d'une des Parties contractantes ou qui y sont déposées dans des ports francs ou des entrepôts douaniers, ne seront pas soumises, à leur entrée dans le territoire de l'autre, à des droits de douane ou à des taxes autres ou plus élevés que ceux qui seraient perçus si les marchandises étaient importées directement du pays d'origine. Cette disposition s'appliquera aussi bien aux marchandises en transit direct qu'à celles qui transitent après avoir été ou transbordées ou réemballées dans un entrepôt douanier.

Si une des Parties contractantes accorde des avantages plus étendus que ceux prévus par le présent article, à un pays n'ayant pas d'accès direct à la mer, tels avantages pourront être limités au pays indiqué, en tant qu'ils soient accordés aux fins de l'utilisation des services maritimes.

Art. 15

En ce qui concerne la protection réciproque des brevets d'invention, des échantillons et modèles industriels, des marques commerciales et de fabrique, des noms et raisons industriels, de la propriété littéraire et artistique, les Parties contractantes appliqueront sur leurs territoires respectifs les dispositions des Conventions multilatérales concernant ces matières, dont les deux Pays soient signataires.

Au cas où une des deux Parties contractantes se retirerait desdites Conventions, elle s'engage à entamer des négociations avec l'autre Partie afin de régler la matière en question d'un commun accord.

Art. 16

Tout en étant admis au bénéfice des avantages plus grands qui peuvent découler du traitement de la nation la plus favorisée, les navires marchands de l'une des Parties contractantes, dans les ports de l'autre fréquentés normalement par les navires de mer et servant au commerce extérieur, seront traités, soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les navires nationaux et cela tant par rapport aux droits et taxes, quelle qu'en soit la nature ou dénomination, perçus au profit de l'Etat, des communes, corporations, fonctionnaires publics ou établissement quelconques, que par rapport au placement de ces navires, leurs chargement et déchargement dans les ports, rades, baies, bassins et docks et généralement pour toutes formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires mêmes.

Art. 17.

Chacune des Parties contractantes s'engage à accorder sur son territoire, aux équipages de la marine marchande de l'autre Partie, le traitement le plus bienveillant.

Art. 18.

Seront complètement et réciproquement affranchis de taxes et droits de port:

a) les navires qui, entrés sur lest dans quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest, exception faite pour les opérations commerciales éventuellement effectuées;

b) les navires qui, en passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits;

c) les navires qui, entrés avec chargement dans un port soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait des opérations de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme operations de commerce, le déchargement, le rechargement des marchandises pour cause de réparation du navire, le transbordement sur un autre navire, en cas d'innavigabilité du premier, le chargement des marchandises nécessaires au ravitaillement de l'équipage, et le déchargement des marchandises avariées.

Art. 19

Les navires de chacune des Parties contractantes, entrant dans un des ports de l'autre Partie pour y décharger une partie de leur cargaison provenant de l'étranger, pourront, en se conformant aux lois et règlements du pays, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit d'importation, d'exportation ou autre charge équivalente.

Les navires respectifs, en passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, pour y composer ou compléter leur chargement destiné à l'étranger, ne paieront d'autres droits que ceux auxquels sont ou seront soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

Art. 20.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes seront ibres de faire usage dans le territoire de l'autre, sous les mêmes conditions, et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts et ponts-tournants servant les ports et endroits de débarquement, fréquentés normalement par les navires de mer et ouverts aux commerce extérieur; des signaux et feux à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et poids publics, des magasins et établissements pour le sauvetage et l'emmagasinage de la cargaison, des navires et autres objets en tant que ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage du public, soit qu'ils soient administrés par l'Etat, soit par des particuliers.

Sauf pour ce qui regarde les règlements particuliers sur les phares et fanaux et sur le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe, s'il n'a pas été fait réellement usage des établissements et institutions visés au paragraphe Ier de cet article.

Art. 21

Tout navire de l'une des Parties contractantes, qui serait forcé par des tempêtes ou par un accident quelconque de se réfugier dans un port de l'autre Partie, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer, sans payer d'autres droits que ceux qui seraient payés en pareil cas par un bâtiment national.

Si, cependant, le capitaine d'un navire marchand se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

S'il arrivait qu'un navire de l'une des Parties contractantes fît naufrage, échouât ou souffrît quelque avarie sur les côtes de l'autre Partie, celle-ci lui donnera toute assistance et protection comme aux navires de sa propre nation, lui permettant en cas de besoin de déposer à terre ses marchandises, ou même de les transborder sur d'autres navires, sans exiger aucun droit, ni impôt, ni contribution quelconque, à moins qu elles ne soient livrées à la consommation intérieure.

Le navire naufragé ou échoué et toutes ses parties ou débris, ses provisions et gréements, et tous les effets et marchandises qui auront été sauvés, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer, ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, de même que tous les papiers trouvés à bord d'un tel navire, seront remis au propriétaire ou à ses délégués, sur leur réclamation, après le paiement des frais indispensables occasionnés par le sauvetage et la conservation des objets sauvés.

A défaut de propriétaire ou d'agent sur les lieux, cette remise se fera entre les mains du Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire italien ou yougoslave dans le ressort duquel le naufrage ou l'échouement aura eu lieu.

Lesdits Consuls, propriétaires ou agents ne paieront que les frais occasionnés par le sauvetage et par la conservation des objets sauvés.

Art. 22

La nationalité des navires sera constatée d'après les lois de l'Etat auquel le navire en question appartient, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord, délivrés par les autorités compétentes.

Chaque Partie contractante s'engage à reconnaître les certificats de jaugeage des navires marchands de l'autre Partie délivrés par les organes compétents de cette dernière.

Les navires de chacune des Parties contractantes ne seront pas assujettis dans les ports de l'autre Partie, pour le paiement de droits de navigation, à aucune nouvelle opération de jaugeage.

Il reste entendu que la réciprocité en matière de jaugeage, est subordonnée à la condition que les critères des systèmes respectifs de jaugeage soient substantiellement équivalents.

Art. 23

Dans les ports de la R. P. F. de Yougoslavie et réciproquement dans les ports de la République italienne, les capitaines des navires de commerce italiens et réciproquement les capitaines des navires de commerce yougoslaves, dont les équipages ne seraient plus au complet par suite de maladie ou autre cause, pourront, en se conformant aux lois et règlements de police locaux, en-

gager les marins nécessaires à la continuation du voyage, étant entendu que l'engagement, toujours librement consenti par le marin, sera conclu en conformité de la loi du pavillon du navire.

Art. 24

Le traitement des navires nationaux ou de ceux de la nation la plus favorisée ne s'étend pas:

a) à l'application des lois spéciales pour la marine marchande nationale, en ce qui concerne les encouragements à l'industrie des constructions navales et à l'exercice de la navigation, au moyen de primes ou d'autres facilités spéciales;

b) aux privilèges concédés aux sociétés pour le sport nautique;

c) à l'exercice des services maritimes de caractère interne des ports, des rades, et des plages, y compris le pilotage et le remorquage;

d) à l'émigration et au transport des émigrants.

Toutefois un accord spécial pourra être conclu à ce sujet entre les Parties contractantes, étant entendu que cet accord ne contiendrait aucune disposition discriminatoire, *de jure* ou *de facto*, au préjudice du drapeau de l'autre Partie contractante vis-à-vis des pays tiers auxquels un pareil droit serait éventuellement accordé en ce qui concerne la compétence et les modalités de jugement de la capacité des navires pour le transport d'émigration;

e) au cabotage, qui est réservé aux navires nationaux.

On n'entendra pas par cabotage le fait qu'un navire touche plusieurs ports d'une Partie contractante pour charger des marchandises destinées à être déchargées dans un ou plusieurs ports d'un autre Etat ou bien dans le but de décharger des marchandises venant d'un autre Etat. Cette disposition sera par analogie appliquée au transport des voyageurs.

L'expression cabotage sera interprétée comme comprenant tout transport de marchandises, qui, même voyageant accompagnées d'un connaissement direct et indépendemment de leur provenance ou de leur destination, sont transbordées, immédiatement ou non, dans les ports de l'une des Parties contractantes, pour être transportées dans un autre port de la même Partie contractante. Les mêmes dispositions s'appliquent en matière de transport de passagers, même s'ils sont munis de billets directs;

f) à l'exercice de la pêche maritime.

Art. 25

Les Parties contractantes s'engagent à ouvrir, aussitôt que possible, des négociations en vue de conclure un ou plusieurs accords spéciaux pour assurer, dans la plus large mesure possible, aux travailleurs de chacun des deux Pays sur le territoire de l'autre et leurs ayants droit l'égalité de traitement avec les nationaux en tout ce qui touche à l'application des lois concernant la protection du travail, l'assistance médicale et hospitalière ainsi que les assurances sociales contre les différents risques.

Art. 26

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Belgrade aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification. Elle aura une durée de cinq ans après laquelle elle pourra être dénoncée en tout temps, par l'une ou l'autre des deux Parties contractantes, en restant en vigueur pendant six mois à partir du jour de la dénonciation.

Fait à Rome, en langue française et en double exemplaire le 31 mars 1955.

Pour la République Populaire Fédérative de Yougoslavie
OSMAN KARABEGOVIĆ
STANE PAVLIĆ

Pour la République Italienne
MARIO MARTINELLI
ENZO STORONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation yougoslave

Rome, le 31 mars 1955

Monsieur le Président,

Me référant aux articles 5 et 13 de la Convention de Commerce et de Navigation entre la République italienne et la R. P. F. de Yougoslavie signée en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de prendre acte de votre déclaration suivant laquelle, en vertu des dispositions actuellement en vigueur en Yougoslavie les ressortissants italiens ainsi que les personnes morales, les sociétés commerciales et les marchandises italiennes jouissent, sur le territoire yougoslave, pour ce qui concerne la matière visée aux deux articles susmentionnés, d'un traitement aussi favorable que celui dont jouissent les ressortissants, les personnes morales, les sociétés commerciales et les marchandises yougoslaves.

Je peux vous confirmer de mon côté que, en vertu des dispositions actuellement en vigueur en Italie, les ressortissants, les personnes morales, les sociétés commerciales et les marchandises yougoslaves jouissent, sur le territoire italien, pour ce qui concerne la matière visée aux articles susmentionnés, d'un traitement aussi favorable que celui dont jouissent les ressortissants italiens, ainsi que les personnes morales, les sociétés commerciales et les marchandises italiennes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

ENZO STORONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

Le Président de la Délégation yougoslave au Président de la Délégation italienne

Rome, le 31 mars 1955

Monsieur le Président,

Me référant aux articles 5 et 13 de la Convention de Commerce et de Navigation entre la R. P. F. de Yougoslavie et la République italienne signée en date d'ajourd'hui, j'ai l'honneur de prendre acte de votre déclaration suivant laquelle, en vertu des dispositions actuellement en vigueur en Italie les ressortissants, les personnes morales, les sociétés commerciales et les

marchandises yougoslaves jouissent, sur le territoire italien, pour ce qui concerne la matière visée aux deux articles susmentionnés, d'un traitement aussi favorable que celui dont jouissent les ressortissants italiens, ainsi que les personnes morales, les sociétés commerciales et les marchandises italiennes.

Je peux vous confirmer de mon côté que, en vertu des dispositions actuellement en vigueur en Yougoslavie, les ressortissants italiens, ainsi que les personnes morales, les sociétés commerciales et les marchandises italiennes jouissent, sur le territoire yougoslave, pour ce qui concerne la matière visée aux articles susmentionnés, d'un traitement aussi favorable que celui dont jouissent les ressortissants, les personnes morales, les sociétés commerciales et les marchandises yougoslaves.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

STANE PAVLIĆ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation yougoslave

Rome, le 31 mars 1955

Monsieur le Président,

Me référant à l'art. 7 de la Convention de Commerce et Navigation entre la République italienne et la R. P. F. de Yougoslavie en date de ce jour, je désire vous préciser que mon Gouvernement n'a pas cru nécessaire d'insérer dans le dit article la réserve habituelle concernant les obligations imposées à l'Italie par des accords économiques ou douaniers multilatéraux dont l'Italie est ou serait partie et auxquels la Yougoslavie pourrait adhérer, étant donné que le Gouvernement italien applique actuellement en ligne de fait aux importations en provenance de la Yougoslavie le même traitement appliqué aux importations en provenance de pays faisant partie de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.) signé à Genève le 30 octobre 1947.

Il est évident que ce traitement constitue une concession bénévole et unilatérale de la part de l'Italie; par conséquent une concession analogue ne pourrait être envisagée par rapport à d'autres accords économiques ou douaniers multilatéraux, sinon dans le cas où la Yougoslavie y adhérerait.

Il reste d'autre part entendu que la concession aux importations en provenance de la Yougoslavie du traitement accordé par l'Italie aux importations en provenance d'autres pays membres du G. A. T. T., pourra se transformer en obligation juridique, soit par l'adhésion de la Yougoslavie au G. A. T. T., soit aussi par suite d'un accord douanier spécial entre l'Italie et la Yougoslavie.

Je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

ENZO STORONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

Le Président de la Délégation yougoslave au Présidcnt de la Délégation italienne

Rome, le 31 mars 1955

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

« Me référant à l'art. 7 de la Convention de Commerce et Navigation entre la République italienne et la R. P. F. de Yougoslavie signée en date de ce jour, je désire vous préciser que mon Gouvernement n'a pas cru nécessaire d'insérer dans ledit article la réserve habituelle concernant les obligations imposées à l'Italie par des accords économiques ou douaniers multilatéraux dont l'Italie est ou serait partie et auxquels la Yougoslavie pourrait adhérer, étant donné que le Gouvernement italien applique actuellement en ligne de fait aux importations en provenance de la Yougoslavie le même traitement appliqué aux importations en provenance de pays faisant partie de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.) signé à Genève le 30 octobre 1947.

Il est évident que ce traitement constitue une concession bénévole et unilatérale de la part de l'Italie; par conséquent une concession analogue ne pourrait être envisagée par rapport à d'autres accords économiques ou douaniers multilatéraux, sinon dans le cas où la Yougoslavie y adhérerait.

Il reste d'autre part entendu que la concession aux importations en provenance de la Yougoslavie du traitement accordé par l'Italie aux importations en provenance d'autres pays membres du G. A. T. T., pourra se transformer en obligation juridique, soit par l'adhésiou de la Yougoslavie au G. A. T. T., soit aussi par suite d'un accord douanier spécial entre l'Italie et la Yougoslavie.

Je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir me communiquer si votre Gouvernement est d'accord sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du Gouvernement yougoslave sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

STANE PAVLIĆ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

Le Président de la Délégation yougoslave au Président de la Délégation italienne

Rome, le 31 mars 1955

Monsieur le Président,

Me référant à l'art. 14 paragraphe 2 de la Convention de Commerce et de Navigation entre la R. P. F. de Yougoslavie et la République italienne signée aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous communiquer que, le « Règlement pour l'emploi réciproque des voitures et fourgons en trafic international » (R. I. C.) et le « Règlement pour l'emploi réciproque des wagons en trafic

international » (R. I. V.) n'étant pas encore entrés en vigueur dans la R. P. F. de Yougoslavie, le Gouvernement yougoslave les appliquera envers l'Italie, jusqu'à leur entrée en vigueur définitive, par voie autonome.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

STANE PAVLIĆ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation yougoslave

Rome, le 31 mars 1955

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

« Me référant à l'art. 14 paragraphe 2 de la Convention de Commerce et de Navigation entre la R. P. F. de Yougoslavie et la République italienne signée aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous communiquer que, le « Règlement pour l'emploi réciproque des voitures et fourgons en trafic international » (R. I. C.) et le « Règlement pour l'emploi réciproque des wagons en trafic international » (R. I. V.) n'étant pas encore entrés en vigueur dans la R. P. F. de Yougoslavie, le Gouvernement yougoslave les appliquera envers l'Italie, jusqu'à leur entrée en vigueur définitive, par voie autonome ».

J'ai l'honneur d'accuser réception de ladite lettre et d'en prende acte au nom de mon Gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

ENZO STORONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

Le Président de la Délégation yougoslave au Président de la Délégation italienne

Rome, le 31 mars 1955

Monsieur le Président,

me référant à l'alinéa dernier de l'article 14 de la Convention de Commerce et de Navigation signée en date de ce jour j'ai l'honneur de vous communiquer que, selon l'opinion du Gouvernement yougoslave, la disposition susmentionnée ne saurait préjuger l'application du paragraphe 5 du Memorandum de Londres du 5 octobre 1954.

Je vous prie, Monsieur le Président, de me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur l'interprétation donnée par le Gouvernement yougoslave à la disposition en question.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

STANE PAVLIĆ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation yougoslave

Rome, le 31 mars 1955

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

« Me référant à l'alinéa dernier de l'article 14 de la Convention de Commerce et de Navigation signée en date de ce jour j'ai l'honneur de vous communiquer que, selon l'opinion du Gouvernement yougoslave, la disposition susmentionnée ne saurait préjuger l'application du paragraphe 5 du Memorandum de Londres du 5 octobre 1954.

Je vous prie, Monsieur le Président, de me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur l'interprétation donnée par le Gouvernement yougoslave à la disposition en question ».

J'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement italien est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

ENZO STORONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

Le Président de la Délégation yougoslave au Président de la Délégation italienne

Rome, le 31 mars 1955

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 17 de la Convention de Commerce et de Navigation entre la R. P. F. de Yougoslavie et la République italienne signée en date d'aujourd'hui, et compte tenu du fait, constaté par les deux Délégations, que:

— il existe actuellement une équivalence substantielle entre le traitement accordé par les dispositions générales en vigueur en Yougoslavie aux équipages des navires marchands italiens sur le territoire de la R. P. F. de Yougoslavie et le traitement accordé par les dispositions générales en vigueur en Italie aux équipages des navires marchands yougoslaves sur le territoire de la République italienne;

— il est reconnu par les deux Gouvernements qu'il est désirable que le traitement actuellement accordé aux équipages des navires marchands de l'une des Parties contractantes par les dispositions générales de l'autre soit sauvegardé et, si possible, amélioré.

Jai l'honneur de vous proposer que les deux Gouvernements procèdent à l'échange de toute information utile à cette fin et notamment que chaque Gouvernement porte à la connaissance de l'autre toute mesure qu'il adopterait en la matière, afin que l'autre Partie puisse prendre en considération l'adoption des mesures correspondantes.

Je vous prie, Monsieur le President, de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le President, l'assurance de ma haute considération.

STANE PAVLIĆ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

Le Président de la Délégation italienne
au Président de la Délégation yougoslave

Rome, le 31 mars 1955

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

« Me référant à l'article 17 de la Convention de Commerce et de Navigation entre la R. P. F. de Yougoslavie et la République italienne signée en date d'aujourd'hui, et compte tenu du fait, constaté par les deux Délégations, que:

— il existe actuellement une équivalence substantielle entre le traitement accordé par les dispositions générales en vigueur en Yougoslavie aux équipages des navires marchands italiens sur le territoire de la R. P. F. de Yougoslavie et le traitement accordé par les dispositions générales en vigueur en Italie aux équipages des navires marchands yougoslaves sur le territoire de la République italienne;

— il est reconnu par les deux Gouvernements qu'il est désirable que le traitement actuellement accordé aux équipages des navires marchands de l'une des Parties contractantes par les dispositions générales de l'autre soit sauvegardé et, si possible, amélioré.

Jai l'honneur de vous proposer que les deux Gouvernements procédent à l'échange de toute information utile à cette fin et notamment que chaque Gouvernement porte à la connaissance de l'autre toute mesure qu'il adopterait en la matière, afin que l'autre Partie puisse prendre en considération l'adoption des mesures correspondantes.

Je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir me faire savoir si votre Gouvernement est d'accord sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du Gouvernement italien sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

ENZO STORONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

Le Président de la Délégation italienne
au Président de la Délégation yougoslave

Rome, le 31 mars 1955

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 22 de la Convention de Commerce et de Navigation entre la République italienne et la R. P. F. de Yougoslavie signée en date de ce jour;

et étant donné que les deux Délégations ont constaté que les critères des systèmes de jaugeage actuellement en vigueur en Italie et en Yougoslavie sont substentiellement équivalents;

j'ai l'honneur de vous proposer que, dans le cas où l'une des Parties contractantes adopterait des critères différents, Elle en donnera communication à l'autre Partie afin d'étudier en commun toute mesure utile pour assurer l'application des dispositions dont à l'article susmentionné.

Je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

ENZO STORONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

Le Président de la Délégation yougoslave
au Président de la Délégation italienne

Rome, le 31 mars 1955

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

« Me référant à l'article 22 de la Convention de Commerce et de Navigation entre la République italienne et la R. P. F. de Yougoslavie signée en date de ce jour;

et étant donné que les deux Délégations ont constaté que les critères des systèmes de jaugeage actuellement en vigueur en Italie et en Yougoslavie sont substentiellement équivalents;

j'ai l'honneur de vous proposer que, dans le cas où l'une des Parties contractantes adopterait des critères différents, Elle en donnera communication à l'autre Partie afin d'étudier en commun toute mesure utile pour assurer l'application des dispositions dont à l'article susmentionné.

Je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir me communiquer si votre Gouvernement est d'accord sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement yougoslave est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

STANE PAVLIĆ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 giugno 1960, n. 768.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia della B. M. V. delle Grazie, in frazione Canal di Grivò del comune di Faedis (Udine).

N. 768. Decreto del Presidente della Repubblica 22 giugno 1960, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Udine in data 11 novembre 1959, integrato con prospetto in data 1° dicembre 1959 e con dichiarazioni del 26 novembre e 12 dicembre 1959, relativo alla erezione della parrocchia della B. M. V. delle Grazie, in frazione Canal di Grivò del comune di Faedis (Udine).

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 luglio 1960
Atti del Governo, registro n. 128, foglio n. 94. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 giugno 1960, n. 769.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di Santa Maria Maddalena, in frazione Flagogna del comune di Forgaria nel Friuli (Udine).

N. 769. Decreto del Presidente della Repubblica 22 giugno 1960, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Udine in data 3 settembre 1959, integrato con prospetto in data 30 novembre 1959 e con dichiarazioni del 30 novembre e 3 dicembre 1959, relativo alla erezione della parrocchia di Santa Maria Maddalena, in frazione Flagogna del comune di Forgaria nel Friuli (Udine).

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 *luglio* 1960
Atti del Governo, registro n. 128, *foglio n.* 95. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 giugno 1960, n. 770.

Riconoscimento della personalità giuridica della Casa di procura, in Roma, della Congregazione delle Suore Mercedarie del Santissimo Sacramento.

N. 770. Decreto del Presidente della Repubblica 22 giugno 1960, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Casa di procura, in Roma, della Congregazione delle Suore Mercedarie del Santissimo Sacramento.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *agosto* 1960
Atti del Governo, registro n. 128, *foglio n.* 114. — VILLA

DECRETO MINISTERIALE 14 giugno 1960.

Limite e modalità per la concessione dei contributi in conto interessi di cui alla legge 1° agosto 1959, n. 703.

IL MINISTRO
PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 2 della legge 1° agosto 1959, n. 703, concernente il credito alle imprese individuali o in forma associata che esercitano l'attività di esportazione dei prodotti ortofrutticoli ed agrumari per la creazione o il miglioramento degli impianti e delle attrezzature;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Art. 1.

Il contributo dello Stato nel pagamento degli interessi previsto dall'art. 1 della legge 1° agosto 1959, n. 703, sui prestiti e mutui accordati dagli Istituti di credito di cui allo stesso art. 1 ad imprese individuali o in forma sociale od associata, esercenti l'attività di esportazione di prodotti ortofrutticoli ed agrumari, è stabilito, fino a nuova disposizione, nella misura del 3 per cento.

Il contributo stesso è corrisposto annualmente in via posticipata sulla base dell'ammortamento previsto nel contratto di mutuo ed è commisurato, in quota costante, in relazione alla differenza fra la rata di ammortamento calcolata al tasso totale praticato dall'Istituto di credito nei confronti della impresa mutuataria e la rata di ammortamento calcolata al tasso di favore ottenuto deducendo dal detto tasso totale il contributo percentuale a carico dello Stato.

Art. 2.

Il pagamento del contributo a carico dello Stato è effettuato direttamente all'Istituto di credito mutuante.

I contratti di mutuo o di prestito debbono contenere una clausola in cui si conviene che l'impresa mutuataria corrisponde all'Istituto di credito la rata di ammortamento calcolata al netto del contributo a carico dello Stato.

La concessione del contributo dello Stato nel pagamento degli interessi decorre dalla data della prima somministrazione del mutuo e cessa con l'ultima rata di ammortamento del mutuo stesso entro il limite di durata non superiore a 15 anni, compreso il periodo di pre-ammortamento. Il periodo di pre-ammortamento non può essere superiore a due anni.

Il contributo dello Stato nel pagamento degli interessi sulle somme erogate in tale periodo è corrisposto all'Istituto di credito, in via posticipata, sulla base dei documenti indicati nell'ultimo comma del successivo articolo.

Art. 3.

La liquidazione ed il pagamento del contributo concesso a norma dei precedenti articoli sono effettuati ad annualità posticipate il primo gennaio di ogni anno, sulla base di elenchi trasmessi da ciascun Istituto di credito al Ministero del commercio con l'estero. Detti elenchi debbono contenere per ciascuna impresa mutuataria l'indicazione degli estremi del decreto di concessione del contributo statale e del contratto di mutuo nonchè l'importo della rata di contributo da corrispondere.

L'Istituto di credito può presentare al Ministero del commercio con l'estero gli elenchi previsti dal precedente comma anche prima della data di scadenza della rata di ammortamento, fermo restando il pagamento del contributo in via posticipata.

La liquidazione ed il pagamento del contributo sulle somme erogate dall'Istituto di credito nel periodo di pre-ammortamento sono effettuati in via posticipata, a lavori ultimati, su presentazione, al Ministero del commercio con l'estero, dell'estratto conto vistato dalla impresa mutuataria, degli stati di avanzamento o delle fatture riguardanti l'opera finanziata e dei certificati di collaudo finale.

Art. 4.

In caso di estinzione anticipata del mutuo o del prestito da parte dell'impresa mutuataria, l'erogazione del contributo cessa dalla data di estinzione del mutuo o del prestito.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e verrà publicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 14 giugno 1960

Il Ministro per il commercio estero
MARTINELLI

Il Ministro per il tesoro
TAVIANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 *luglio* 1960
Registro n. 1 *Commercio estero, foglio n.* 288

(5018)

DECRETO MINISTERIALE 19 luglio 1960.
Ricostituzione del Comitato per il collocamento e per l'assistenza economica dei lavoratori disoccupati.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Vista la legge 29 aprile 1949, n. 264, contenente provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Visto il proprio decreto in data 25 febbraio 1960, con il quale è stato provveduto alla rinnovazione, per decorso biennio, della Commissione centrale per l'avviamento al lavoro e per l'assistenza dei disoccupati prevista dall'art. 1 della legge anzidetta;

Vista la deliberazione con la quale la Commissione anzidetta, nella riunione tenutasi il 5 luglio 1960, ha deciso la ricostituzione ai sensi dell'art. 4 della citata legge 29 aprile 1949, n. 264, del Comitato per il collocamento e per l'assistenza economica dei lavoratori disoccupati;

Ritenuta la necessità di stabilire la composizione e le norme di funzionamento del predetto Comitato;

Decreta:

Art. 1.

Il Comitato per il collocamento e per l'assistenza economica dei lavoratori disoccupati è composto come segue:

Altarelli dott. Angelo, direttore generale dell'occupazione e dell'addestramento professionale, membro effettivo;

Buccafurri dott. Giulio, membro supplente;

Purpura dott. Rosario, direttore generale dei rapporti di lavoro, membro effettivo;

Campanella dott. Domenico, membro supplente;

Carapezza dott. Giovanni, direttore generale della previdenza e dell'assistenza sociale, membro effettivo;

Sciacca dott. Orazio, membro supplente,

in rappresentanza del Ministero del lavoro e della previdenza sociale;

Nuzzaci dott. Umberto, membro effettivo;

Terlizzi dott. Paolo, membro supplente,

in rappresentanza del Ministero del tesoro;

Gazzera dott. Enzo, membro effettivo;

Sciamanna dott. Osvaldo, membro supplente,

in rappresentanza del Ministero dell'agricoltura e delle foreste;

Ziccardi Angelo, membro effettivo;

Ansanelli Vincenzo, membro supplente;

Marcone Idolo, membro effettivo;

Zino Ugo, membro supplente;

Vanni Raffaele, membro effettivo;

Ravenna Ruggero, membro supplente,

in rappresentanza dei lavoratori;

Milano dott. Mario, membro effettivo;

Nalin avv. Ettore, membro supplente;

Misserville dott. Giuseppe, membro effettivo;

Gamalero rag. Pietro, membro supplente;

Aliotta gr. uff. Vincenzo, membro effettivo;

Lo Vecchio Musti dott. Manlio, membro supplente,

in rappresentanza dei datori di lavoro.

Art. 2.

Il Comitato per il collocamento e l'assistenza economica dei lavoratori disoccupati è presieduto da uno dei direttori generali del Ministero del lavoro e della previdenza sociale che ne fanno parte; in caso di loro assenza o impedimento la presidenza viene assunta da uno dei rispettivi membri supplenti.

Art. 3.

Per la validità delle deliberazioni prese dal Comitato è necessaria la presenza di metà dei componenti più uno.

Art. 4.

Ai sensi dell'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica 18 luglio 1957, n. 773, sono chiamati a far parte, quali esperti, del Comitato per il collocamento e per l'assistenza economica dei lavoratori disoccupati, il Ministro per il turismo e lo spettacolo o un suo delegato, due funzionari designati dal Ministero del turismo e dello spettacolo e dal Ministero del lavoro e della previdenza sociale, due membri designati dalle associazioni degli industriali alberghieri e tre rappresentanti delle organizzazioni sindacali dei lavoratori d'albergo maggiormente rappresentative.

L'intervento dei predetti esperti avrà luogo ogni qual volta il Comitato per il collocamento e per l'assistenza economica dei lavoratori disoccupati sia chiamato ad esprimere pareri sulla classificazione professionale dei lavoratori e sui quesiti che potranno essere formulati dalle Commissioni provinciali per il collocamento in materia di avviamento al lavoro degli appartenenti alla categoria dei dipendenti da aziende alberghiere.

Art. 5.

Nella trattazione dei problemi che interessano i minorati della vista sono chiamati a far parte, in qualità di esperti, del Comitato per il collocamento e per l'assistenza economica dei lavoratori disoccupati le seguenti persone:

un medico specializzato in psicotecnica da scegliersi tra i funzionari dell'E.N.P.I.;

un pedagogo cieco o vedente che abbia conoscenza della tiflologia e della didattica speciale educativa o rieducativa professionale per i ciechi civili;

un rappresentante dell'Opera nazionale ciechi;

un rappresentante dell'Unione italiana ciechi;

il dott. Castellucci Corrado del Ministero del lavoro e della previdenza sociale.

Art. 6.

I direttori generali del Ministero del lavoro e della previdenza sociale possono essere assistiti, in seno al Comitato stesso, da funzionari del Ministero del lavoro e della previdenza sociale.

Art. 7.

Le funzioni di segretario e di vice segretario del Comitato sono disimpegnate rispettivamente dal dottore Barletta Salvatore e dal dott. De Notaris Mario.

Art. 8.

La segreteria del Comitato cura la compilazione e la tenuta degli atti riguardanti i lavori del Comitato stesso inviandone copia alla segreteria della Commissione centrale per l'avviamento al lavoro e per l'assistenza dei disoccupati.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 19 luglio 1960

Il Ministro: ZACCAGNINI

(4842)

DECRETO MINISTERIALE 21 luglio 1960.
Classificazione tra le provinciali di 86 strade in provincia di Chieti.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Vista la legge 12 febbraio 1958, n. 126;
Considerato che, ai sensi dell'art. 16 della citata legge, l'Amministrazione provinciale di Chieti ha provveduto alla formazione del piano di tutte le strade in possesso dei requisiti di cui alla legge stessa per essere classificate provinciali;
Visto il piano generale compilato dall'Amministrazione stessa nel quale sono riportate:
a) le strade già giuridicamente provinciali in virtù delle precedenti disposizioni di legge;
b) le strade che, avendo i requisiti di cui all'art. 4 della citata legge, dovranno essere classificate provinciali;
Vista la delibera del Consiglio provinciale di Chieti n. 6 del 23 giugno 1958;
Ritenuto che detto piano è stato pubblicato nel Foglio annunzi legali della Provincia in data 2 settembre 1958, n. 14;
Ritenuto che sono state presentate opposizioni;
Vista la delibera del Consiglio provinciale di Chieti n. 5 del 17 novembre 1958, relativa alle opposizioni;
Vista la decisione della Giunta provinciale amministrativa di Chieti in data 17 settembre 1959, relativa alle opposizioni;
Visto il voto n. 2034 del 13 ottobre 1959, con il quale il Consiglio superiore dei lavori pubblici ha ritenuto l'unito piano meritevole di approvazione;
Visto l'unito elenco nel quale sono riportate le strade comprese nel piano *b*) che possono essere, ora, classificate provinciali;

Decreta:

Art. 1.

Ai sensi e per gli effetti della legge 12 febbraio 1958, n. 126, è approvato il piano generale descritto nelle premesse, come su precisato.

Art. 2.

Le strade indicate nell'elenco di cui sopra, allegato quale parte integrante al presente decreto, sono classificate provinciali ai sensi e per gli effetti della citata legge 12 febbraio 1958, n. 126.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 21 luglio 1960

Il Ministro: TOGNI

PROVINCIA DI CHIETI

Elenco delle strade provincializzate

1. Dall'innesto con la strada provinciale Marrucina II, presso il comune di Atessa, fino all'abitato di Fornareccio all'innesto con la strada provinciale Perano-Castiglione.

2. Dall'abitato del comune di Altino, per la contrada Collegrande di Roccascalegna, all'abitato del comune di Roccascalegna.

3. Dall'innesto con la strada statale n. 81 presso il ponte sul fiume Aventino, all'innesto con la strada provinciale Val di Foro 2ª, in località Castellarso.

4. Dall'innesto con la strada provinciale Val di Foro 1ª, presso il tratturo, all'innesto con la strada provinciale n. 44, presso il ponte sul fiume Foro.

5. Dall'innesto con la strada statale n. 5 presso il passaggio a livello di San Buceto, al confine con la provincia di Pescara.

6. Dall'innesto con la strada provinciale n. 98, presso la località Casabianca, all'abitato del comune di Roccaspinalveti.

7. Dall'innesto con la traversa provinciale di Villa S. M. Montelapiano fino all'abitato di Buonanotte.

8. Dall'innesto con strada provinciale Trignina alla biforcazione delle due strade per Dogliola e Tufillo (località Planimella) e da detta biforcazione al capoluogo del comune di Dogliola.

9. Dall'innesto con la strada per Dogliola (località Planimella) per Monte Farano al capoluogo del comune di Tufillo.

10. Dall'abitato del comune di Pennadomo, per le località Monte Cannone ed Aia di Rocco, al comune di Roccascalegna dove si innesta alla strada Roccascalegna-Altino.

11. Dall'abitato del comune di Villamagna, all'innesto con la strada provinciale Chieti-Tollo 1ª, presso la Chiesa della Madonna del Freddo.

12. Dalla strada di Val Foro, attraverso il vecchio abitato

13. Dalla strada statale n. 86, presso il comune di Torrebruna, per detto abitato, alla biforcazione delle due strade di di Civitella M. Raimondo, al nuovo abitato o Piano Fonte. San Giovanni Lipioni e di Celenza sul Trigno e da questa per i capoluoghi abitati dei due predetti Comuni.

14. Dalla strada statale n. 86 all'abitato del capoluogo del comune di San Buono.

15. Dal termine della traversa provinciale di Fallo allo abitato del comune di Civitaluparella.

16. Dall'innesto con la strada provinciale n. 100, prima dell'abitato di Pizzoferrato, all'abitato del comune di Gamberale.

17. Dall'innesto con la strada provinciale Peligna dopo il ponte sul torrente Soricone, all'abitato del comune di Lettopalena.

18. Dall'abitato del comune di San Eusanio all'innesto con la strada statale n. 84, presso la stazione ferroviaria di San Eusanio.

19. Dall'innesto con la strada statale n. 84, presso l'abitato di Lama dei Peligni, all'abitato di Taranta Peligna.

20. Dall'innesto con la strada provinciale n. 98, presso il ponte sul rio Torto, all'innesto con la strada statale n. 86, presso il ponte sul fiume Treste.

21. Dall'innesto con la strada provinciale Trignina (km. 18 + 800) all'abitato del comune di Lentella.

22. Dalla strada provinciale Chieti-Tollo 1ª, dopo l'abitato di Ripateatina, alla Chiesa di Santa Maria della Croce presso Francavilla a Mare.

23. Dalla Chiesa di San Rocco, in Ripateatina, alla strada Chieti-Villamagra.

24. Dalla strada provinciale Chieti-Tollo, per la frazione di Castelferrato, al capoluogo abitato di Torrevecchia Teatina.

25. Dall'innesto con la strada provinciale Peligna, in abitato di Torricella, all'innesto con la strada Roccascalegna-Pennadomo in località Monte Cannone.

26. Dal capoluogo abitato del comune di Montenerodomo all'innesto con la strada Civitaluparella presso l'abitato di Civitaluparella.

27. Dalla strada statale n. 84 presso il bivio di detta strada statale con la strada di Valle Padula, per Trastulli, Madonna del Carmine, San Amato, Badia, alla strada provinciale Frisa-Lanciano congiungente i comuni di Castelfrentano e Frisa.

28. Dall'innesto con la strada provinciale Sangritana 2ª, all'innesto con la strada provinciale n. 100 verso i capoluoghi dei comuni di Rosello e Roio del Sangro.

29. Dalla strada statale n. 81 per le frazioni Calene e Dendalo del comune di Casacanditella alla strada di allacciamento della frazioni Lenzetta e Fosso dei Lupi del comune di Filetto.

30. Dall'abitato del capoluogo del comune di Lettopalena all'abitato del comune di Taranta Peligna.

31. Dalla strada provinciale ex Adriatica presso l'innesto con la statale n. 16, alla strada Marrucina presso il ponte sul fiume Sinello e da questa all'innesto con la strada per le frazioni Pino Ospedale e Peschiola, e con la strada per Gissi.

32. Dall'innesto con la strada provinciale Chieti-Tollo 1ª alla strada statale n. 152 prima dell'innesto di quella con la strada statale n. 152 prima dell'innesto di quella con la strada statale n. 16.

33. Dalla strada Arenaro-Santa Cecilia alla strada Val di Foro.

34. Dall'innesto con la strada provinciale Marrucina Iª per le frazioni San Domenico e San Biagio all'abitato del comune di San Eusanio del Sangro.

35. Dalla strada provinciale Ari-Filetto contrada Casone per Lenzetta-Selve fino a Vacri.

36. Dall'abitato di Giuliano Teatino alla strada provinciale Ari-Filetto in contrada Casone.

37. Dall'abitato del capoluogo di Canosa, per le frazioni Moggio e Feuduccio, alla stazione di Orsogna.

38. Dalla strada provinciale Orsogna-Ortona alla strada provinciale Canosa-Moggio-Stazione Orsogna.

39. Dalla strada provinciale San Eusanio-innesto strada statale n. 84 sino alla strada Pedemontana, presso il ponte sul fiume Aventino.

40. Dalla strada provinciale presso l'abitato del comune di Paglieta, all'innesto con la strada provinciale Marrucina, prima dell'abitato del comune di Atessa.

41. Dalla piazza del capoluogo del comune di Mozzagrogna per il ponte « Guastacconcio », sul fiume Sangro, all'innesto con la strada statale n. 154.

42. Dall'innesto con la traversa provinciale di Bucchianico, in località Iconicella, all'innesto con la strada Villamagra-Chieti.

43. Dalla strada provinciale Chieti-Tollo 1ª, nell'abitato del comune di Miglianico, per la frazione di Montupoli, all'innesto con la strada provinciale Ari-Filetto, presso la località Colle dei Preti.

44. Dall'abitato del comune di San Buono attraverso il fiume Treste, all'innesto con la strada provinciale n. 101, prima dell'innesto di quest'ultima con la strada provinciale Trinina.

45. Dalla strada di Val di Foro del comune di Fara San Martino alla stessa strada di Val di Foro dopo il ponte sul fiume Verde.

46. Dall'innesto con la strada provinciale Fossacesia-Lanciano, nei pressi del comune di Fossacesia, al Santuario di San Giovanni in Venere.

47. Dalla strada statale n. 16 presso la stazione ferroviaria di Fossacesia, per Fossacesia Marina fino alla stessa strada n. 16 presso l'innesto di questa con la strada Pedemontana.

48. Dalla strada provinciale Peligna, a circa km. 0+500 dopo il cimitero di Torricella Peligna, all'innesto con la strada provinciale traversa di Montenerodomo presso Santa Maria del Palazzo.

49. Dalla piazza della Vittoria del comune di Ortona per la stazione ferroviaria ed il porto marittimo dello stesso Comune, fino alla strada statale n. 16.

50. Dall'innesto con la strada provinciale Marrucina 2ª, presso il capoluogo del comune di Atessa, alla stazione ferroviaria del predetto Comune.

51. Dall'abitato del comune di Vasto fino all'innesto con la variante alla strada statale n. 16 e dalla stazione ferroviaria di Lebbe fino al porto di Vasto.

52. Dall'innesto con la strada statale n. 16 dopo la stazione ferroviaria di Fossacesia a valle della stazione Guarenna di Casoli, alla strada statale n. 84 presso Casoli.

53. Dall'innesto con la strada provinciale Fossacesia-Lanciano, presso l'innesto di questa con la strada statale n. 16, allo innesto con la strada provinciale ex Adriatica.

54. Dall'innesto con la strada Mazzagrogna-Guastacconcio, alla strada provinciale Frisa-Lanciano, poco prima dell'innesto di questa con la strada « Pedemontana ».

55. Dalla strada statale n. 84, presso la stazione di Castelfrentano, per le frazioni San Rocco, Gatti, Lentesca e Brecciaro, alla strada « Pedemontana ».

56. Dall'innesto con la strada Monte Marcone, per Piano Mattei, Colle Lippa, alla strada Paglieta-Atessa.

57. Dalla strada statale n. 86 in contrada San Antonio Abate per fondo valle Sinello-Cupa-Zimarino, alla strada statale n. 16.

58. Dall'innesto con la strada provinciale Frisa-Lanciano per Villa Elce e San Onofrio, alla strada Pedemontagna.

59. Dalla strada provinciale Fossacesia-Lanciano, nei pressi dell'Iconicella, per Villa Stanazzo, Spoltore, al Casino Muzzi, sulla strada provinciale ex Adriatica.

60. Dall'innesto con la strada provinciale Marrucina 2ª, presso il ponte Appello, per Monte Marcone, all'innesto con la strada statale n. 154.

61. Dalla strada provinciale Chieti-Tollo I°, presso la curva « Ciappetta », alla strada statale n. 152.

62. Dall'innesto con la strada statale n. 152, dopo Villa Obletter per Villa Reale di Chieti, fosso Valleluriga all'abitato del capoluogo di San Giovanni Teatino.

63. Dalla strada provinciale Chieti-Tollo 1ª, presso il ponte sul fiume Alento, alla strada statale n. 152 nei pressi dello innesto della strada provinciale San Giovanni Teatino.

64. Dalla strada provinciale Chieti-Tollo 2ª alla stazione provinciale traversa di Crecchio.

65. Dalla strada provinciale n. 97. nell'abitato del comune di Gissi alla strada di fondo valle del Sinello presso il ponte sul torrente Foce.

66. Dall'abitato del capoluogo di Pizzoferrato, per la località San Domenico, alla strada statale n. 84 presso la stazione ferroviaria di Palena.

67. Dalla strada statale n. 86, all'uscita del bosco di Schiavi d'Abruzzo, per Monte Pizzuto, all'innesto con la strada provinciale n. 77, prima dell'abitato di Schiavi d'Abruzzo.

68. Dalla strada provinciale Traversa di Paglietta, per la contrada Quarticelli, alla strada provinciale ex Adriatica presso il ponte sull'Osento.

69. Dalla strada di Val di Foro, nei pressi dell'innesto di questa con la strada provinciale Ari-Filetto, al centro abitato del comune di Villamagna.

70. Dall'innesto con la strada statale n. 5 o Tiburtina, in contrada Brecciarola, all'innesto con la strada provinciale n. 44, presso l'abitato del comune di Casalincontrada.

71. Dalla strada provinciale traversa di Pollutri, presso il ponte sul fosso Forcella, alla strada di fondo Valle del Sinello.

72. Dalla strada provinciale Marrucina 3ª, per l'Istituto agrario di Scerni, alla strada di fondo valle del Sinello.

73. Dalla strada statale n. 86 presso Cupello, per contrada Montalfano, alla strada provinciale Trignina, e da questa alla « Strada di fondo valle del Trigno » e quindi all'innesto con la strada statale n. 16 tra San Salvo e il ponte sul fiume Trigno.

74. Dalla strada statale n. 16, in proseguimento della strada precedente, alla strada provinciale Trignina presso il passaggio a livello di San Salvo.

75. Dalla strada statale n. 16, in destra Vallone di Buonanotte all'innesto con la strada provinciale litoranea di Vasto.

76. Dalla frazione Caldari, sulla strada provinciale Frisa-Lanciano, per le frazioni di Iubatti, Villa Torre, San Leonardo, alla strada statale n. 16.

77. Dalla strada provinciale Orsogna-Ortona, presso la frazione di Caldari per Iurisci, Pinciano, Carlone, Villagrande.

78. Dall'abitato della frazione di Villagrande, per le frazioni di San Nicola e villa San Tommaso, alla strada statale n. 16.

79. Dalla strada statale n. 16 per le frazioni Riccio, Ruscitti, Aquilano, Civitarese, Colombo, Morrice, alla strada provinciale Chieti-Tollo 2ª.

80. Dalla strada statale n. 16 in corrispondenza dell'abitato del comune di Ortona, per le frazioni di Santa Liberata, Tamarate Santa Elena, alla strada provinciale Chieti-Tollo 2ª.

81. Dalla strada statale n. 81 alla strada Guardiagrele-San Eusanio.

82. Dalla strada statale n. 84 venendo da Lanciano, alla strada provinciale Frisa-Lanciano, presso l'abitato della frazione di San Apollinare.

83. Dalla strada provinciale ex Adriatica, dopo l'innesto con la strada provinciale San Vito-Lanciano, alla strada statale n. 16 presso l'abitato della contrada Veri.

84. Dalla strada provinciale ex Adriatica presso il quadrivia di Tollo per l'abitato della frazione Murata alla strada statale n. 16 nei pressi del ponte sul torrente Cintione.

85. Dalla strada provinciale Traversa di Pollutri, presso la contrada Civita, per la contrada Martina, alla strada fondo valle del Sinello.

86. Dall'abitato dal comune di Gamberale alla strada provinciale Pizzoferrato-Stazione di Palena.

(4870)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Ampliamento dei poteri del commissario governativo del Consorzio obbligatorio fra tutti i produttori di cedro della provincia di Cosenza.

Con decreto del Ministro per l'agricoltura e per le foreste in data 20 luglio 1960, sono attribuiti al commissario straordinario del Consorzio obbligatorio fra tutti i produttori di cedro della provincia di Cosenza, tutti i poteri ordinari e straordinari di competenza del Consiglio di amministrazione e dell'assemblea.

(5020)

Approvazione del nuovo testo dello statuto del Consorzio di bonifica di Latina, con sede in Latina

Con decreto del Ministro per l'agricoltura e per le foreste n. 15378 in data 28 luglio 1960, è stato approvato, con modificazioni, ai sensi e per gli effetti dell'art. 60 del regio decreto 13 febbraio 1933, n. 215, il nuovo testo dello statuto del Consorzio di bonifica di Latina, deliberato dal commissario straordinario dell'Ente in data 21 marzo 1960.

(5024)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Proroga dei poteri conferiti al commissario governativo della Società cooperativa « Latteria Sociale Euganea », con sede in Abano Terme (Padova).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 26 luglio 1960, i poteri conferiti al dott. Leone Bisello, commissario governativo della Società cooperativa « Latteria Sociale Euganea », con sede in Abano Terme (Padova), sono stati prorogati dal 31 luglio al 30 settembre 1960.

(5039)

MINISTERO DELLE FINANZE

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 20 aprile 1960, registrato alla Corte dei conti il 15 giugno 1960, registro n. 20 Finanze, foglio n. 158, è stato respinto il ricorso straordinario al Capo dello Stato prodotto in data 2 maggio 1958 dal computista r. a. Canniello Antonio, avverso il decreto 7 febbraio 1958, col quale il Ministro per le finanze gli inflisse la punizione della riduzione di un decimo dello stipendio per la durata di un mese, ai sensi dell'art. 80 lettera *d*) del testo unico 10 gennaio 1957, n. 3, per contegno scorretto verso i superiori.

(5019)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 176

Corso dei cambi del 4 agosto 1960 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	—	620,60	620,5925	620,60	620,59	620,60	620,60	619,85	620,60	620,60
$ Can.	—	637,50	637 —	637,75	635,60	636,87	637,70	635,50	637,75	636,75
Fr. Sv.	—	144,15	144,165	144,17	144,15	144,15	144,165	144,05	144,16	144,15
Kr. D.	—	90,13	90,14	90,125	90,10	90,14	90,13	90,15	90,14	90,15
Kr. N.	—	87,06	87,06	87,06	87,10	87,06	87,07	87,20	87,06	87,05
Kr. Sv.	—	120,30	120,30	120,31	120,30	120,32	120,29	120,15	120,31	120,30
Fol.	—	164,60	164,5925	164,605	164,60	164,61	164,595	164,35	164,61	164,60
Fr. B.	—	12,365	12,3675	12,35625	12,34	12,37	12,34	11,35	12,36	12,36
Fr. Fr. (N.F.)	—	126,65	126,66	126,66	126,60	126,66	126,655	126,10	126,66	126,66
Lst.	—	1743,10	1743,10	1743,20	1742,50	1743,40	1743 —	1743,50	1743,10	1743 —
Dm. occ.	—	148,82	148,82	148,8275	148,81	148,82	148,83	148,60	148,82	148,82
Scell. Austr.	—	24 —	24,02	24,0175	24 —	24,01	24,015	23,98	24,01	24,015

Media dei titoli del 4 agosto 1960

Titolo	Valore
Rendita 3,50 % 1906	81,525
Id. 3,50 % 1902	77,60
Id. 5 % 1935	105,60
Redimibile 3,50 % 1934	97,55
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	87,025
Id. 5 % (Ricostruzione)	99,925
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	99,20
Id. 5 % 1936	101 —
Id. 5 % (Città di Trieste)	99,275
Id. 5 % (Beni Esteri)	99,175
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1961)	101,70
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	102,075
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	102,025
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	102,075
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	102,10
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	102,15
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	102 —
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	102,075
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	102,175

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 4 agosto 1960

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	620,60
1 Dollaro canadese	637,675
1 Franco svizzero	144,167
1 Corona danese	90,127
1 Corona norvegese	87,065
1 Corona svedese	120,30
1 Fiorino olandese	164,60
1 Franco belga	12,348
1 Franco nuovo (N.F.)	126,657
1 Lira sterlina	1743,10
1 Marco germanico	148,829
1 Scellino austriaco	24,016

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Sostituzione di un membro della Commissione esaminatrice del concorso a sessantasei posti di sottotenente in servizio permanente effettivo dell'Arma aeronautica, ruolo specialisti.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto ministeriale in data 1° settembre 1958, con il quale è indetto un concorso per titoli e per esami a sessantasei posti di sottotenente in servizio permanente effettivo dell'Arma aeronautica, ruolo specialisti (registrato alla Corte dei conti addì 17 novembre 1958, registro n. 47 Ministero difesa-Aeronautica, foglio n. 244);

Visto il decreto ministeriale in data 20 luglio 1959, con il quale è nominata la Commissione esaminatrice del concorso di cui sopra (registrato alla Corte dei conti addì 1° agosto 1959, registro n. 27 Ministero difesa-Aeronautica, foglio n. 175);

Considerato che il capitano A.A.r. spec. in servizio permanente effettivo, categoria marconisti Sarra Michele, membro della Commissione esaminatrice del concorso non potrà esplicare, per ragioni di salute, l'incarico affidato;

Decreta:

Il capitano A.A.r. spec. categoria marconisti Sarra Michele, membro per la categoria marconisti della Commissione esaminatrice del concorso indicato in preambolo, è sostituito dal primo capitano A.A.r. spec. categoria marconisti in servizio permanente effettivo Isidori Guglielmo.

Il presente decreto sarà sottoposto alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 28 giugno 1960

Il Ministro: ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 luglio 1960
Registro n. 25 *Difesa-Aeronautica, foglio n.* 263. — LAZZARINI

(5036)

MINISTERO DEI TRASPORTI

Svolgimento della prova pratica di scrittura sotto dettato relativa al concorso per titoli a sette posti di inserviente in prova nel ruolo del personale della carriera ausiliaria dell'Ispettorato generale della M. C. T. C.

La prova pratica di scrittura sotto dettato relativa al concorso per titoli a sette posti di inserviente in prova nel ruolo del personale della carriera ausiliaria dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione, indetto con decreto ministeriale n. 588 dell'11 settembre 1959, e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 254 del 21 ottobre 1959, avrà luogo in Roma, nei locali della Stazione Termini (Sala della Biblioteca), via Giolitti n. 34, il giorno 13 settembre 1960, con inizio alle ore nove.

(5041)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI ENNA

Variante alla graduatoria delle vincitrici del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Enna al 30 novembre 1957.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visti i propri decreti n. 877 del 25 marzo 1960 e n. 878 del 25 marzo 1960, con i quali si è approvata la graduatoria delle candidate idonee e si sono dichiarate le vincitrici del pubblico concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia al 30 novembre 1957;

Viste le note del sindaco di Piazza Armerina n. 4954 del 29 marzo 1960, n. 6159 del 21 aprile 1960 e n. 10335 del 6 luglio 1960;

Considerato che le ostetriche D'Amico Concetta e Santagati Santa hanno volontariamente rinunciato alla 2ª condotta ostetrica di Piazza Armerina;

Visti gli articoli 56 e 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, sul concorso a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Decreta:

La sig.ra Villari Carmela è dichiarata vincitrice della 2ª condotta ostetrica del comune di Piazza Armerina.

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nella « Gazzetta Ufficiale della Regione siciliana » e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio dell'Ufficio del medico provinciale e del Comune interessato.

Enna, addì 26 luglio 1960

Il medico provinciale: GRASSI

(5047)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI NAPOLI

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Napoli al 30 novembre 1958.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il precedente decreto n. 7840, in data 29 maggio 1960, con il quale è stata nominata la Commissione giudicatrice per gli esami di concorso a sei posti di ostetrica condotta vacanti in questa Provincia alla data del 30 novembre 1958;

Rilevato che tra i componenti della predetta Commissione la sig.ra Di Scala Eleonora, rappresentante della categoria prescelta su terne designate dai Comuni interessati, ha dichiarato di trovarsi in condizioni di incompatibilità con l'assolvimento della carica in parola perchè in rapporti di parentela con una delle concorrenti;

Ritenuta l'opportunità di provvedere alla sostituzione della predetta componente con altra da prescegliere tra i nominativi a suo tempo segnalati dai Comuni interessati;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, sostituito dall'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Visto l'art. 50 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, modificato dall'art. 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vista la legge n. 296 del 13 marzo 1958, istitutiva del Ministero della sanità;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso a sei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Napoli alla data del 30 novembre 1958, è così costituita:

Presidente:
Rizzoli dott. Angelo Maria, vice prefetto vicario.

Componenti:
Tecce prof. Nicola, medico provinciale dirigente;
Tesauro prof. Giuseppe, titolare della Cattedra di clinica ostetrica e ginecologica;
Manzi prof. Luigi, docente in ostetricia presso l'Università di Napoli;
Coccorullo Leonetti Immacolata, designata dai Comuni interessati.

Segretario:
Savella dott. Luigi, consigliere di prefettura.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* e, per otto giorni consecutivi, all'albo di quest'Ufficio.

Napoli, addì 21 luglio 1960

Il medico provinciale dirigente: TECCE

(4988)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI PESARO-URBINO

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Pesaro-Urbino al 30 novembre 1957.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il decreto prefettizio n. 12220-Div. 3/1 del 15 aprile 1958, pubblicato nei modi di legge con il quale è stato bandito il concorso per l'assegnazione delle condotte ostetriche di Mondolfo, Pennabilli e Urbino, vacanti al 30 novembre 1957;

Visto il testo unico 27 luglio 1934, n. 1265;

Viste le designazioni dei Comuni interessati;

Visto l'art. 50 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, con le modifiche di cui all'art. 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso ai posti di ostetrica condotta di cui alle premesse è così costituita:

Presidente:
Costantino dott. Raffaele, vice prefetto.

Componenti:
Morante dott. Vincenzo, medico provinciale capo;
Pavoni prof. dott. Antonio;
Perolo prof. dott. Francesco;
Giorgini Terzina, ostetrica condotta.

Segretario:
Silvestrini dott. Remo, consigliere di prefettura.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà sede in Pesaro.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni, all'albo della Prefettura e dell'Ufficio sanitario provinciale.

Pesaro, addì 19 luglio 1960

Il medico provinciale capo: MORANTE

(4956)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Pesaro-Urbino al 30 novembre 1958.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto pari numero del 1° settembre 1959, pubblicato nei modi di legge con il quale è stato bandito il concorso per l'assegnazione delle condotte ostetriche di Mondavio (2ª condotta), Piobbico, San Lorenzo in Campo (2ª condotta) vacanti al 30 novembre 1958;

Visto il testo unico 27 luglio 1934, n. 1265;

Viste le designazioni dei Comuni interessati;

Visto l'art. 50 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, con le modifiche di cui all'art. 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso ai posti di ostetrica condotta di cui alle premesse è così costituita:

Presidente:
Saladino dott. Guido, vice prefetto ispettore.

Componenti:
Morante dott. Vincenzo, medico provinciale capo;
Pavoni prof. dott. Antonio;
Perolo prof. dott. Francesco;
Leonardi Ester, ostetrica condotta.

Segretario:
Ciacco dott. Pietro, consigliere di prefettura.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà sede in Pesaro.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni, all'albo della Prefettura e dell'Ufficio sanitario provinciale.

Pesaro, addì 19 luglio 1960

Il medico provinciale capo: MORANTE

(4957)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Pesaro-Urbino al 30 novembre 1958.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto pari numero dell'1 settembre 1959, pubblicato nei modi di legge con il quale è stato bandito il concorso per l'assegnazione delle condotte mediche di Borgopace (unica), Frontone (unica), Montecopiolo (unica), Montefelcino (2ª condotta), Pesaro (Fiorenzuola), San Leo (Pietracuta), Urbania (2ª condotta), vacanti al 30 novembre 1958;

Visto il testo unico 27 luglio 1934, n. 1265;

Viste le designazioni dei Comuni interessati;

Visto l'art. 44 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, con le modifiche di cui al decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso ai posti di medico condotto di cui alle premesse è così costituita:

Presidente:
Costantino dott. Raffaele, vice prefetto.

Componenti:
Morante dott. Vincenzo, medico provinciale capo;
Beluffi prof. dott. Leonida;
Cuppini prof. dott. Renato;
Pespani dott. Vittorio, rappresentante medici condotti.

Segretario:
Ciacco dott. Pietro, consigliere di prefettura.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà sede in Pesaro.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni, all'albo della Prefettura e dell'Ufficio sanitario provinciale.

Pesaro, addì 19 luglio 1960

Il medico provinciale capo: MORANTE

(4955)

PETTINARI UMBERTO, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.